

Le Burundi resterait parmi les pays les plus pauvres en 2025

Arrib News, 16/09/2014 – Source Xinhua – Le Burundi restera parmi les pays les plus pauvres en 2025 s'il continue à croître au taux de 5% sur la prochaine décennie (2015-2025), indique la Banque Mondiale dans son premier rapport publié mardi à Bujumbura. "Une accélération de croissance est nécessaire, et pour y arriver, l'économie burundaise doit de trouver un nouveau moteur complémentaire à l'aide qui l'a porté jusqu'ici, tout en renforçant la stabilité macroéconomique", précise-t-on dans ce rapport intitulé "De l'aide au commerce : l'intégration régionale comme moteur de croissance".

Citant le directeur pays de la Banque Mondiale pour le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie, Philippe Dongier, le rapport montre que ce moteur doit être la relance des exportations, en particulier celles dites régionales. Selon le représentant régional de la Banque Mondiale au Burundi, Rachidi Radji, "la réduction de l'isolement du Burundi à travers la promotion des infrastructures régionales dont celles de transport et d'énergie et l'élimination des barrières non tarifaires, est essentielle pour que le Burundi puisse tirer pleinement profit de l'intégration régionale". Ainsi, ajoute-t-on, la Banque Mondiale recommande la diversification de l'économie burundaise par le développement d'un nombre limité de chaînes de valeurs où le pays a des avantages comparatifs. Le rapport souligne par ailleurs l'importance de la concurrence dans la construction d'une économie compétitive notamment à travers l'accélération de la réduction des barrières non tarifaires qui entravent le développement du commerce régional. Au-delà de la Communauté Est-Africaine (CEA), propose-t-on, le Burundi doit approfondir ses relations commerciales avec la République Démocratique du Congo (RDC). En ce qui concerne la situation de la balance commerciale, le rapport montre qu'en 2013, le Burundi a enregistré des performances économiques encourageantes, avec une croissance économique de 4,5%, un taux d'inflation de 7,9% et un déficit budgétaire de 1,6% qui engendre une baisse du poids de l'endettement sur l'économie. Cependant pour l'économiste principal de la Banque Mondiale, Mamadou Ndione, la balance commerciale burundaise continue de se détériorer du fait de la faiblesse des exportations. En effet, a-t-il expliqué, en 2012 et en 2013, le déficit de la balance courante est passé de 17,5% à 21,3% du Produit Intérieur Brut (PIB) du fait de la forte baisse des exportations. "L'adhésion du Burundi à la CEA en 2007 et la priorité donnée aux réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires, dont celles du Doing Business, constitue une étape importante vers la diversification de l'économie et de la relance des exportations burundaises, y compris celles dirigées vers la sous-région", a souligné pour sa part le deuxième vice-président de la République du Burundi, Gervais Rufyikiri. Pour M. Albert Zeufack, directeur des praticiens de la gestion macroéconomique et budgétaire à la Banque Mondiale, "le secteur minier constitue une opportunité unique pour le Burundi pour accélérer rapidement les exportations et capturer des revenus budgétaires suffisants pour développer les infrastructures économiques et social dont le pays tant besoin pour mieux se positionner dans la sous-région".